

La sécurité : l'angle mort de la gauche ?

Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 14 mai 2021

Source [Valeurs actuelles] Le maire LR de Chalon-sur-Saône, chef de file de l'union de la droite et du centre aux élections régionales en Bourgogne-Franche-Comté, a conclu une alliance avec le parti de Nicolas Dupont-Aignan. Adepte du buzz médiatique, il espère ravir la région à la gauche.

Valeurs actuelles : Les élections régionales ont été marquées par les déchirements de LR autour d'une alliance avec LREM en région PACA. Dans votre région, vous avez plutôt opté pour un pacte avec Debout La France. Les Républicains sont-ils condamnés au grand écart permanent pour continuer d'exister ?

Gilles Platret : Je constate que Les Républicains ont très bien réagi aux tentatives de déstabilisation de La République en Marche. Les Marcheurs ont très bien manœuvré, ils sont adeptes de la technique du "coucou" qui consiste à s'inviter dans le nid des autres. Mais le baiser de Judas n'a pas fonctionné. Nous avons saisi cette tentative de déstabilisation pour réaffirmer qu'il était impossible d'être des combattants de la politique de Macron au niveau national, tout en faisant des alliances au niveau régional. M. Estrosi a préféré quitter LR, ce qui montre bien que le message est clair. De mon côté, j'ai souhaité ardemment l'union avec Debout La France (DLF) afin d'offrir une vraie alternance à la gauche, qui est au pouvoir depuis 20 ans (d'abord dans les régions Bourgogne et Franche-Comté avant les fusions régionales, puis dans la nouvelle région fusionnée, ndlr). La région est en déclin sur tous les plans. L'urgence, c'est l'alternance. L'alliance avec DLF est strictement régionale, il n'y a aucune raison pour que nous ne nous adressions pas ensemble à la droite souverainiste. Les électeurs de DLF sont honnêtes, sincères, et je n'accepte pas la campagne de culpabilisation menée par le PS.

Est-ce que vous allier à DLF n'est pas une manière détournée de vous adresser aux électeurs du Rassemblement National afin de capter leur vote, sans pour autant prendre le risque d'assumer officiellement une alliance avec le RN ?

Il y a des choix à faire en politique. Il est inimaginable pour moi de m'allier au RN et je n'ai aucune intention de le faire. Mais je vais être clair : je n'ai pas à dire aux électeurs pour qui voter. Je trace mon chemin. J'ai un programme, et j'avance droit. Certains y adhèrent, d'autres pas. Je suis le maire d'une ville traditionnellement de gauche, mais j'ai été élu dès le premier tour lors des deux derniers scrutins municipaux. Cela montre que je suis reconnu comme un homme de convictions. La politique a besoin d'hommes et de femmes de convictions, c'est notre rempart contre le macronisme qui avance à cause de politiciens qui n'en ont plus aucune.

La région a été récemment marquée par des violences urbaines partout sur son territoire, y compris dans des villes généralement paisibles comme Nevers. Que proposez-vous pour lutter contre l'insécurité ?

La sécurité est un enjeu majeur. En tant que maire de Chalon-sur-Saône, j'ai installé la vidéoprotection partout sur mon territoire et sécurisé les écoles à la suite des menaces d'attaques terroristes. Pour des raisons idéologiques, la région dirigée par les socialistes a toujours refusé de nous aider financièrement à protéger la population. La sécurité, c'est l'angle mort de la gauche. En ce qui nous concerne, nous allons en faire une compétence à part entière de la région. Nous créerons un fonds régional de la sécurité où nous financerons des subventions pour la vidéoprotection, les équipements et la formation des polices municipales, et la

sécurisation des équipements et infrastructures de la région. Cette politique sera aussi développée en zone rurale. L'insécurité augmente partout, la réponse doit donc être adéquate. La sécurité passe aussi par la défense de nos valeurs : je conditionnerai les subventions de la région au respect des valeurs de la République.

La Bourgogne Franche Comté est marquée par le développement des éoliennes et cet enjeu s'est invité dans la campagne. Dans une [tribune](#) publiée dans *Le Monde* le 19 avril, vous demandiez un « moratoire absolu et immédiat » sur tout nouveau projet éolien. Vous ne vous êtes pourtant pas toujours opposé à certains projets éoliens portés par la gauche dans la région. Avez-vous changé d'avis ?

Nous sommes avant tout pour le respect des paysages, contre les éoliennes à tout prix, et nous soutenons le nucléaire. Cependant, il y a certains endroits, comme les plaines, où les éoliennes ne sacrifient pas le paysage, et où leur déploiement pourrait être envisagé. Nous sommes donc pour un moratoire, le temps de clarifier le cadre réglementaire. Les éoliennes doivent être interdites là où l'esthétique du paysage est compromise, mais autorisées là où leur présence ne gêne pas. Il faut aussi clarifier le caractère prétendument écologique de l'éolien. A la région, nous nous sommes opposés au SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, ndlr) précisément en raison du volet éolien qu'il contenait.